



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

veuves

Question écrite n° 90648

Texte de la question

M. Gilles Artigues attire l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur la déception des ressortissantes de l'ONAC, veuves non pensionnées, qui représentent 64 000 adhérentes de cette fédération, qui constatent avec amertume que la demande d'allocation spécifique qu'elles formulent depuis de nombreuses années, n'a fait l'objet d'aucune mesure dans le budget 2006. Elles considèrent ce refus réitéré comme un manque de reconnaissance au regard des préjudices subis pendant et après les conflits successifs. Ces veuves sont ressortissantes à part entière de l'ONAC depuis 1991, siègent dans les conseils d'administration des services départementaux à titre délibératif et se sont vues octroyer une carte de ressortissante en 2002. Ce sont aussi des citoyennes à part entière qui s'impliquent largement dans la vie sociale du pays. Elles contribuent, en outre, au devoir de mémoire en tant que depositaires directes de la mémoire de leurs conjoints qu'elles transmettent aux jeunes générations, enfants, petits-enfants, arrière petits-enfants. Il le remercie, en conséquence, de bien vouloir lui préciser les orientations qu'il entend prendre à ce sujet.

Texte de la réponse

Comme le sait l'honorable parlementaire, la situation des veuves fait l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement. En effet, des mesures en faveur de cette catégorie ont été inscrites en priorité dans les lois de finances tant pour 2004 que pour 2005. Ainsi, le budget des anciens combattants pour 2004 avait déjà prévu 12 MEUR de crédits nouveaux, autorisant une forte revalorisation et un relèvement uniforme de l'ensemble des pensions de veuve de 15 points d'indice. 11,84 MEUR ont été à nouveau inscrits pour assurer le financement de cette mesure en 2005, qui, conformément aux dispositions du décret n° 2004-694 du 13 juillet 2004 bénéficie, depuis le 1er juillet 2004, aux 130 000 veuves actuellement pensionnées. De plus, les veuves pensionnées ou non, étant toutes ressortissantes à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) et pouvant prétendre à ce titre à l'aide matérielle, morale et administrative dispensée par cet établissement public placé sous la tutelle du ministre délégué aux anciens combattants, les crédits d'action sociale de ce dernier, destinés notamment à des actions spécifiques de secours en faveur des plus démunies, ont été pérennisés pour 2004 par l'inscription non plus en cours de discussion parlementaire mais dès le projet de loi de finances initiale de l'ensemble des crédits dévolus à cette fin. Cette mesure permet ainsi de garantir les moyens dont dispose l'ONAC. Dans le cadre des budgets pour 2005 et 2006, une attention supplémentaire a été portée aux anciens combattants et à leurs veuves rencontrant des difficultés financières. Les crédits sociaux de l'ONAC ont en effet été revalorisés de 0,47 MEUR, soit une progression de 3,9 % afin de répondre à l'augmentation des secours en 2005, et de 500 000 EUR en 2006, soit une nouvelle progression de près de 4 %. Le budget atteint ainsi 13,1 MEUR en 2006, permettant à cet établissement public de renforcer sa politique de solidarité en direction, notamment, des veuves d'anciens combattants en situation de détresse matérielle et de développer les services à domicile, créateurs d'emplois. En outre, s'agissant de la mise en place d'une allocation spécifique pour l'ensemble des veuves d'anciens combattants, conformément aux dispositions de l'article 122 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, le Gouvernement a remis au Parlement un rapport sur les anciens combattants et les veuves d'anciens combattants âgés de plus de soixante ans, dont les

ressources sont inférieures au salaire minimum de croissance. Comme le ministre l'a souligné lors des débats budgétaires au Parlement, un groupe de travail chargé d'étudier de façon approfondie ce sujet a été constitué dans la perspective du budget pour 2007. Les parlementaires y sont associés.

Données clés

Auteur : [M. Gilles Artigues](#)

Circonscription : Loire (1^{re} circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 90648

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 avril 2006, page 3521

Réponse publiée le : 20 juin 2006, page 6470